

Le Canada et les réfugiés en Afrique

Le Canada fournira \$1,66 million pour venir en aide aux réfugiés dans cinq pays d'Afrique, a annoncé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

Une subvention de \$600 000 pour l'Angola permettra à ce pays d'aider environ 55 000 réfugiés de la Namibie, du Zaïre et de l'Afrique du Sud, et une autre de \$500 000 pour le Zaïre, permettra d'aider environ 330 000 réfugiés de l'Angola, du Burundi, du Rwanda et de la Zambie.

Le Cameroun, de son côté, recevra \$300 000 qui lui permettront d'aider environ 250 000 réfugiés du Tchad, tandis que Djibouti recevra \$100 000 pour aider environ 42 000 réfugiés de la région voisine de l'Ogaden, en Éthiopie,

Les fonds permettront de soutenir les activités de protection et de secours du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans ces cinq pays.

M. MacGuigan a également annoncé que le Canada enverrait une aide alimentaire à deux autres pays d'Afrique faisant face à un afflux de réfugiés: le Soudan et la Somalie.

Le Soudan recevra une subvention de \$4 millions qui lui permettra d'acheter et de transporter de la farine de blé canadienne pour nourrir les réfugiés.

Le ministère soudanais de la Coopération, du Commerce et de l'Approvisionnement assumera la responsabilité du déchargement de la farine au port d'arrivée et de son transport jusqu'aux ports de distribution répartis dans tout le pays. Le Programme alimentaire mondial (PAM) suivra le déroulement de l'opération. Selon une entente entre le Canada et le Soudan, ce dernier tiendra l'ambassade canadienne à Karthoum au courant de la distribution de la farine et il permettra aux représentants canadiens de visiter les points de distribution des secours.

La totalité de la farine, soit environ 6 500 tonnes, sera expédiée d'ici le 31 mars 1982.

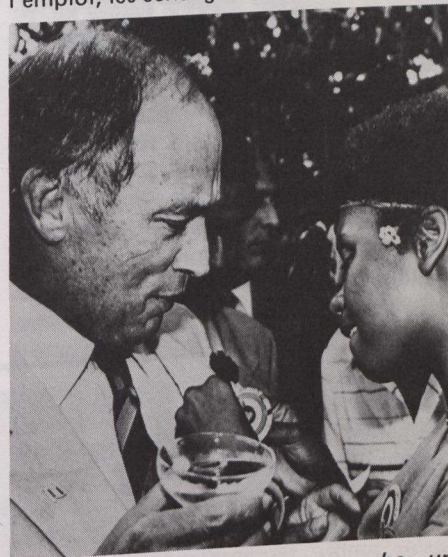
D'autre part, le Canada versera \$5 millions à la Somalie sous la forme de farine de blé (\$3 millions) et d'huile de colza (\$2 millions). Le PAM assurera la distribution de la nourriture dans le cadre du programme de secours que coordonne le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Les jeunes à la recherche d'un monde meilleur

La première assemblée Nord-Sud de la jeunesse a réuni, pendant une semaine à Montréal, des délégués venus d'une cinquantaine de pays pour discuter des problèmes du monde.

Cette assemblée, tenue à l'initiative de M. Jacques Hébert, président de Jeunesse Canada-Monde, s'est terminée le 4 août avec l'adoption de 85 recommandations.

Le rapport final a été présenté, le 9 septembre à New York, au secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim. Il traite des trois thèmes généraux suivants: l'alimentation, les ressources mondiales et l'emploi, les échanges commerciaux.



Une jeune participante accroche un macaron à la boutonnière du premier ministre Trudeau.

"Nous nous sommes compris sur les grands problèmes, et nous nous sommes entendus sur les mêmes solutions. Nous avons surtout condamné la façon dont les multinationales investissent dans les pays du Sud, en imposant tel ou tel secteur d'investissement. Il faudra une plus grande confrontation pour arriver à résoudre l'écart existant entre le Nord et le Sud, surtout en ce qui concerne le transfert des technologies viables vers le Sud, l'aide alimentaire, les relations monétaires internationales", a conclu un délégué sénégalais à la fin des travaux de l'Assemblée.

Les recommandations touchent de nombreux domaines: les ressources (renouvelables, non renouvelables, marines, ainsi que l'énergie nucléaire), l'aide alimentaire d'urgence, les moyens de pallier les pénuries d'eau, l'hygiène alimentaire, l'emploi (dans les pays industrialisés et dans les pays non industrialisés), l'impact de la technologie, et autres.

Dans le domaine de l'énergie, l'assemblée a suggéré l'établissement d'un double système de prix pour le pétrole et le gaz, de façon à ce que les pays non producteurs soient moins pénalisés pour la surconsommation à laquelle se livre le Nord.

Au chapitre du désarmement, l'Assemblée réclame que les navires de guerre ne puissent pas pénétrer dans les eaux internationales et croisent uniquement dans les eaux de leurs propres pays.

Sur un autre sujet, l'Assemblée exprime le vœu que les ressources de la mer soient accessibles à tous les pays, côtiers ou non côtiers.

Séance de clôture

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, faisait partie des nombreuses personnalités qui assistèrent à la séance de clôture, et parmi lesquelles on remarquait le cardinal Paul-Émile Léger, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, le ministre des Communications, M. Francis Fox, le ministre d'État aux Affaires intergouvernementales du Québec, M. Claude Morin, et le ministre de la Jeunesse, de la Culture et des Sports de la Malaysia, M. Datuk Mokhtar Hashim.

Dans son allocution, le premier ministre Trudeau a rappelé que, lui aussi, avait voyagé "sac au dos" dans sa jeunesse. "Il y a un certain nombre d'années, j'ai voyagé aussi dans vos pays, sac au dos, les poings dans des poches percées, et j'ai appris là...à quel point nous avions besoin les uns des autres", a-t-il déclaré, faisant allusion au dialogue Nord-Sud qui est pour lui une question de première importance.

M. Trudeau a, par ailleurs, rendu hommage aux jeunes qui font entendre du fond de leur cœur et de leur tête "le désir et la volonté de changement".

Par vote unanime, les délégués ont décidé de faire de cette assemblée une manifestation annuelle, et ils ont élu un Conseil d'administration dont le président est M. Njoroge Karanja (Kenya) et le vice-président, M. Michael Hope-Simpson (Canada). Les six membres du Conseil représentent les pays suivants: Colombie, Philippines, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie, Royaume-Uni.

Lors des prochaines rencontres, les délégués seront choisis par des organismes non gouvernementaux intéressés au développement communautaire.

Photolaser Presse canadienne